

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

RÉPONSE

à des protecteurs incompetents
de la Pologne

La semaine dernière les dépêches du *Bureau de Correspondance de Vienne* nous informaient de la scission survenue au Club polonais du Reichsrat, cependant que celles de l'*Agence Wolff* annonçaient le voyage à Berlin de MM. le comte Ronikier, le prince François Radziwiłł et Steczkowski.

Ce fut une nouvelle occasion dont profitèrent certains ennemis marqués de la Pologne, qui n'osent avouer publiquement leurs sympathies pour l'Autriche, pour gémir dans les colonnes de certains organes parisiens sur "l'indiscipline traditionnelle de mœurs politiques polonaises". A les entendre, après une courte période d'union, la nation polonaise serait de nouveau en complet désaccord, la Pologne allemande persistant dans son opposition à outrance tandis que la Pologne autrichienne, lui faussant compagnie, se remet à la remorque de l'Autriche et que le Royaume de Pologne, changeant d'attitude de son côté, envoie des délégués à Berlin, etc., etc.

On ne saurait nier que les variations trop fréquentes de la ligne de conduite du Club polonais de Vienne, qui vient d'avoir pour résultat la retraite de ce groupe parlementaire des socialistes polonais et des démocrates nationaux, montrent sous un jour désavantageux la représentation des Polonais d'Autriche. Mais qu'il nous soit permis de rappeler — faits connus de tous ceux qui sont au courant de la politique autrichienne — que la majorité des députés faisant partie du Club parlementaire actuel, a été imposée à la Galicie par le gouvernement de Vienne, au moyen de fraudes électorales tellement criardes que l'Autriche est certainement le seul pays où des scandales pareils sont encore possibles. Il n'y a plus de doute aujourd'hui que ces fraudes ont été commises à cette époque précisément en vue de la guerre qui approchait, afin qu'au cours du grand drame mondial qui allait se jouer la majorité des députés polonais du Reichsrat eût partie liée avec le gouvernement autrichien, au lieu de représenter la véritable opinion nationale de la Pologne autrichienne. Aussi, ceux qui jugent l'état d'esprit politique en Galicie et dans la Silésie autrichienne d'après les actes de la majorité du Club parlementaire polonais de Vienne sont dans l'erreur la plus lourde et la plus complète.

Pour ce qui est des entreprises politiques de personnalités dans le genre de MM. Ronikier, prince Radziwiłł et Steczkowski, leur donner l'importance d'une sorte de baromètre de l'état d'esprit politique du Royaume de Pologne, c'est plus qu'une erreur pour un publiciste politique...

Nos pseudo-amis et protecteurs qui déplorent avec une évidente hypocrisie « la traditionnelle indiscipline de mœurs politiques polonaises » et essaient de rendre responsable

la nation tout entière des manifestations individuelles de certains éléments, n'ignorent cependant pas que la Pologne n'a pas le monopole des faits analogues et que partout, en France comme ailleurs, certains éléments essaient quelquefois de rompre l'équilibre de la solidarité nationale.

Quant à la situation politique de la Pologne, il y a lieu encore de faire remarquer qu'à la suite de la victoire des Empires Centraux dans l'Est, notre pays se trouve dans des conditions particulièrement difficiles. Et, ce qui est encore plus grave, ce à quoi devraient réfléchir ceux qui critiquent avec tant de plaisir le soi-disant manque de cohésion politique de la nation polonaise, la Pologne, divisée en trois tronçons, a été privée depuis plus de cent ans d'un gouvernement national et a été tiraillée par la force en trois directions différentes.

Malgré une situation aussi tragique, aussi épouvantable, la nation polonaise a su résister à tous les assauts de ses ennemis, a su rester une, malgré les partages successifs de l'Etat polonais, a su même se fortifier sous l'adversité et mûrir au point de vue politique. Son âme nationale n'a jamais été mieux trempée qu'à l'heure actuelle.

Aussi, — la nation polonaise, — exception faite pour certaines fautes inévitables, — a-t-elle donné preuve, durant cette guerre, d'une réelle maturité politique. Ajoutons que, malgré tous ses déboires et toutes ses désillusions, la nation polonaise — avec de minimes exceptions confirmant la règle — est dévouée aux Alliés, corps et âme, et leur restera fidèle jusqu'au bout.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Le grand état-major allemand veut annexer plusieurs parties de la Pologne. Mais le gouvernement civil considérant la situation trop instable, préfère temporiser et ne désire aucunement provoquer une révolution en Pologne. Telle est la vraie signification des nouvelles qu'on va lire.

La *Gazette de Francfort* du 12 mars annonce que les pourparlers commencés il y a huit jours à Berlin entre un certain nombre de notabilités polonaises de Varsovie, les parlementaires allemands et les représentants du gouvernement impérial auraient eu des résultats favorables.

Le gouverneur général von Beseler a eu d'ailleurs un long entretien avec le chancelier d'empire. D'autre part, l'organe des activistes polonais, *Kurjer Polski*, laisse entendre qu'une formule de compromis a été trouvée. D'après lui, le conseil de régence serait disposé à approuver la solution née des conciliabules de Berlin.

La *Gazette de Francfort* souhaite que ces diverses indications se confirment; elle serait particulièrement heureuse que l'on comprît à Varsovie que les Polonais n'obtiendraient rien par les cris et les menaces et que seul le principe « *Do ut des* » peut les conduire au but.

D'après la *Münchener Ztg.* les bases de l'accord qui a été établi entre le gouvernement impérial, les représentants de la Pologne et ceux du Reichstag seraient les suivantes: L'Allemagne et le futur royaume se garantiraient mutuellement leurs frontières. En particulier, la Pologne renoncerait solennellement à revendiquer jamais aucune partie du royaume de Prusse.

Nous ne savons pas ce qu'il y a de vrai dans les informations des journaux allemands, mais nous savons parfaitement que nous ne renoncions jamais à la Pologne prussienne!

APRÈS LES TRAITÉS DE
BRZEŚĆ-LITEWSKI

Deux déclarations

Nous avons à noter deux déclarations politiques très importantes: l'une collective des gouvernements alliés, et l'autre du chancelier de l'Empire allemand.

A l'issue des conférences qui viennent d'avoir lieu à Londres, les 14, 15 et 16 mars, les représentants des gouvernements de l'Entente se sont mis d'accord pour la publication d'une déclaration où ils prennent acte « des attentats exercés, sous la dénomination d'une paix allemande, sur les peuples de la Russie »; flétrissent les armées russes qui « ont spontanément renoncé à la défense du pays » et la Russie elle-même, dont la résistance s'est trouvée tout à coup abolie « dans un mouvement d'aberration, le plus étrange de l'histoire »; constatent que la paix de Brześć-Litewski organise « le démembrement du sol russe au profit de l'Allemagne », et ajoutent que les négociateurs de Pétersbourg ont été obligés « de signer le prétendu traité de paix sans le lire ».

La déclaration des Alliés poursuit ainsi:

La Pologne, qui a su magnifiquement maintenir sa vie nationale à travers les plus tragiques catastrophes de l'Europe, se trouve sous la menace d'un prochain démembrement par l'habituelle procédure de fourberie qui ferait sortir de la libération promise un nouvel écrasement de ses derniers vestiges d'indépendance.

Un renouveau de ces torrents de domination sans merci, dont les ravages ont fait tant de désastres parmi les peuples de l'Orient, emporte, à son tour, la Roumanie.

Toutes ces choses, sous l'étiquette d'une paix de mensonges, dans des cadres de verbalisme pacifique, installent les réalités de la guerre sous la loi suprême d'une force brutale sans frein.

Ces sortes de paix, nous ne les connaissons pas, nous ne pouvons pas les connaître, puisque nous nous proposons, à force d'héroïsme et d'endurance, d'en finir avec une politique de spoliation pour faire place à un régime de paix durable par le Droit organisé.

A mesure, en effet, que les événements de cette longue guerre se déroulent, il apparaît de plus en plus que toutes les libérations s'enchaînent, et que, sans tenter des énumérations d'affranchissements à venir, il suffit d'invoquer les réparations générales de justice qui se résument dans ce seul mot: le Droit.

Quant à savoir si le Droit peut l'emporter sur l'oppression des peuples, nos hommes du front et de l'arrière, sans préparations suffisantes, se sont montrés assez grands pour que les nations dont le sort va se jouer sur les derniers champs de bataille s'en remettent à eux d'achever le triomphe de la civilisation.

La déclaration ci-dessus s'exprime en termes très affectueux au sujet de la Pologne, qui iront tout droit au cœur de la nation polonaise.

Nous recommandons ce passage aux critiques peu compétents du peuple polonais, qui, à travers des détails extérieurs et secondaires, ne sont pas encore arrivés à comprendre au fond l'attitude du peuple polonais. Il leur échappe notamment que la Pologne « a su maintenir magnifiquement sa vie nationale à travers les plus tragiques catastrophes de l'Europe », et qu'elle a su, en outre, malgré la plus difficile des situations, dans laquelle elle s'était trouvée, résister victorieusement à la pression des Empires centraux qui avaient usé de tous leurs efforts pour la pousser contre les Alliés.

La déclaration des gouvernements de l'Entente ne contient pas de programme détaillé. Elle se contente, pour l'instant, de rappeler le principe général, le moteur de l'action des Alliés: la libé-

ration des peuples par le Droit. Et, aussitôt, indiquant le champ de bataille, elle affirme que c'est là, et là seulement, que la civilisation pourra triompher d'une façon définitive de la barbarie. Cela signifie que la guerre doit durer, — qu'elle doit durer jusqu'à la victoire.

**

Le 18 mars le Reichstag a commencé la discussion en première lecture du traité de paix avec la Russie. Au cours de la séance, le comte Hertling, chancelier de l'Empire, a fait des déclarations importantes dont voici le passage concernant la Courlande, la Lithuanie, la Livonie et l'Esthonie, ainsi que la Pologne.

C'est en Courlande que l'évolution est la plus avancée. Comme on le sait, une députation envoyée par le conseil national de Courlande en sa qualité de corps constitué reconnu comme qualifié, arriva il y a quelques jours; elle déclara que le pays rompait ses attaches constitutionnelles antérieures et exprima le désir d'une union économique, militaire et politique étroite avec l'Allemagne.

Dans la réponse que l'empereur me chargea de donner en ma qualité de représentant de l'empire dans les questions de droit international, je reconnus l'indépendance de la Courlande. Je pris connaissance avec joie et avec des remerciements du rapprochement désiré avec l'empire allemand, rapprochement répondant aux anciennes relations intellectuelles datant de plusieurs siècles, mais je réservai notre décision définitive sur son organisation politique jusqu'à ce que la situation s'y soit consolidée et que les organismes constitutionnels qualifiés aient pris position.

En ce qui concerne la Lithuanie, une résolution prévoyant une union intime avec l'empire allemand aux points de vue économique et militaire fut déjà prise l'année dernière. J'attends très prochainement une députation du conseil national de Lithuanie, qui doit de nouveau communiquer cette décision. La reconnaissance de la Lithuanie comme Etat constitutionnel indépendant s'en suivrait également.

Nous attendons tranquillement le développement ultérieur de cette évolution politique.

La situation est autre en Livonie et en Esthonie.

Ces deux pays se trouvent à l'est de la frontière convenue dans le traité de paix, mais ils seront, comme il est stipulé à l'article 6 du traité, occupés par une force de police allemande jusqu'à ce que la sécurité y soit garantie par leurs propres organisations nationales et l'ordre constitutionnel rétabli. Le moment viendra ensuite pour ces pays de décider de leur nouvelle orientation politique. Nous espérons, nous souhaitons là aussi que des relations amicales s'établissent avec l'empire allemand, mais de telle façon que cela n'exclue pas les relations pacifiques et amicales avec la Russie.

Encore quelques mots sur la Pologne qui, à la vérité, n'est pas expressément nommée dans le traité de paix. Comme on le sait, ce fut la proclamation des deux empereurs du 5 novembre 1916 qui annonça à tout le monde l'indépendance de ce pays: il s'ensuit que le nouvel Etat ne peut être organisé d'une façon plus approfondie que sur les bases des négociations communes entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie d'une part et la Pologne d'autre part.

Des suggestions venant des milieux politiques polonais ont été faites récemment au gouvernement et aux membres du Reichstag pour l'organisation de nos relations dans l'avenir.

Nous examinerons si, et dans quelle mesure ces propositions sont conciliables avec les intentions des deux gouvernements de vivre avec le nouvel Etat d'une façon permanente dans de bonnes relations de voisinage, en ayant des garanties pour la sauvegarde de nos intérêts.

En résumé, le chancelier nous a présenté la une pure idylle germanique: L'Allemagne, conduite par la Prusse, « libère » les peuples de l'Est et leur offre, en don joyeux « l'Indépendance »; en échange de quoi tous ces peuples, enthousiasmés, réclament avec insistance l'honneur d'être unis à l'Allemagne. En conséquence, la Courlande doit être liée avec l'Allemagne par une « étroite union économique, militaire et politique »; la Lithuanie, de même, par « une union intime ». Quant à la Livonie et à l'Esthonie, le chancelier espère et souhaite, là aussi, des solutions amicales avec l'empire allemand. Une « force de police » allemande, laissée provisoirement dans ces deux provinces veillera à l'exécution parfaite de ces vœux bienveillants...

Pour ce qui est de la Pologne, ou, pour parler plus exactement, de l'actuel « Royaume de Pologne » la douce Allemagne se contente de lui demander « des garanties pour la sauvegarde de ses intérêts ». Nous savons, nous autres, ce que cela veut dire. Dans son discours précédent, le chancelier avait parlé de la « sauvegarde des intérêts militaires de l'Allemagne »; — la presse allemande appelle cela « rectification des frontières de l'Empire allemand ».

Bref, le Royaume de Pologne doit être amputé

et enserré dans le cercle des territoires qui l'entourent; territoires appartenant à l'Allemagne, ou lui étant soumis par une union politique étroite.

Il résulte de ce qui précède que le salut de la Pologne — comme celui des Alliés — réside dans la continuation de la guerre jusqu'à la victoire, jusqu'au triomphe de la civilisation.

Polonais et Polonais

Un publiciste polonais devant le talent de qui nous nous inclinons vient d'écrire dans une grande revue française un article fort remarquable où l'on peut lire: « Ce qui seul doit compter, ce n'est pas l'opinion d'un Polonais, c'est l'opinion de la nation polonaise, en Pologne ». L'auteur lui-même a souligné le dernier mot. Il affirme que ce qu'il dit là est un « dogme » pour les Polonais bien pensants.

La formule est parfaitement claire, mais à condition de la bien regarder. Un lecteur inattentif la prendrait volontiers pour une inoffensive banalité. Prenez garde, elle est chargée d'une redoutable mitraille.

Voyons ce dogme d'un peu près. Il a fait beaucoup de mal, il en peut faire encore. Nous croyons qu'il n'est pas trop tard pour le percer à jour et pour en montrer la dangereuse absurdité.

A priori, on ne voit pas pourquoi les Polonais, en passant la frontière, perdraient leurs droits de Polonais. L'opinion d'un Polonais est donc un article qui ne s'exporte pas? Son patriotisme, doit-il donc le déposer au bureau de la douane?

Et si j'habite Posen et que j'aie chez mes frères de Westphalie, suis-je encore « en Pologne »? Et si je passe à Wilno, suis-je encore dans la « bonne zone »? Moi, Cracovien, voilà cinq jours que j'habite Lausanne. Suis-je toujours un homme du pays? Est-ce la semaine prochaine ou dans un mois que mon opinion cessera d'être « l'opinion de la nation polonaise »? Cruel cas de conscience. Je me tirerai de tout cela par une solution que j'avoue simpliste, et qui consisterait à décréter qu'un Polonais est un Polonais. Cela m'éviterait de pénibles supputations sur les dates, les longitudes, et les durées de résidence.

La solution paraît d'autant plus indiquée que la Pologne a le triste privilège d'être la nation du monde la plus dispersée. Sur dix de ses enfants, trois sont éloignés de la mère-patrie par la misère, l'oppression ou quelque autre cause. Ils sont plus de trois millions — en dehors du Royaume — dans les territoires qui appartenaient hier à la Russie. Ils sont près de quatre millions dans le Nouveau-Monde, une centaine de mille dans les divers pays de l'Europe. De quel droit interdire à sept ou huit millions de Polonais, actuellement errant sur les chemins du monde, d'élever la voix? De quel droit leurs propres frères ajouteraient-ils l'incapacité civique et nationale à l'amertume de cet exil?

Voici donc admis (une démonstration est-elle nécessaire?) ces deux premiers points: 1° qu'aucun homme n'est retranché d'une nation quand il en quitte le territoire; 2° que les Polonais sont les derniers à qui ce droit naturel puisse être contesté, parce qu'aucun pays ne compte une proportion aussi considérable d'émigrés. J'en arrive — soyons clairs — au troisième point, qui est le suivant: on prétend réserver exclusivement aux Polonais qui sont « en Pologne » le droit d'exprimer une opinion valable; or, ce droit ont-ils les moyens de l'exercer?

La réponse est à portée de la main. Je laisse à penser ce que peut être la censure organisée par les militaires de Berlin et de Vienne. Impitoyable pour le commun des citoyens, elle est féroce pour le Polonais éternellement haï. Demandez à n'importe quel journaliste de Lublin, de Posen, de Lwów, de Varsovie, de partout, dans quelles conditions il exerce son métier. Les réunions publiques sont interdites à tous les Polonais de Prusse. Elles sont autorisées en Galicie et dans le Royaume, mais les policiers sont là, et la censure caviarde les ordres du jour. On dira que les Polonais ont la tribune de la Diète de Prusse, du Reichstag et du Reichsrat. Assurément, mais leurs discours, quand ils s'émancipent, ne passent pas la porte de l'assemblée, si ce n'est sous la forme réduite, aplatie et portative de l'analyse officielle. Je conseille de lire — en analyse officielle — le discours prononcé le 19 janvier dernier, devant la Commission principale du Reichstag, par le député polonais Ladislas Seyda sur la « situation absolument intolérable » faite à la

presse de ses compatriotes. Il avait apporté un gros dossier. D'un geste découragé, il l'a refermé en déclarant qu'après tout ce n'était pas la peine de renouveler des démonstrations auxquelles l'autorité restait complètement indifférente. Mais, dira-t-on peut-être, le gouvernement polonais peut parler. Le gouvernement? Celui qui n'a pas pu aller à Brześć-Litewski? Celui à qui on a refusé une représentation diplomatique à l'étranger? Celui dont tous les actes ont besoin du visa de l'occupant? Celui qui a su par les journaux qu'un morceau de la Pologne était volé?

Les Polonais « en Pologne » ne sont libres ni dans leur presse, ni dans leur représentation parlementaire, ni dans leur gouvernement. C'est à ces hommes bâillonnés que l'on dit: nous vous écoutons! La plaisanterie est amère. D'aucuns — même sans être Polonais — pourraient la trouver sinistre.

Quatrième point. Les Polonais « en Pologne » n'étant pas dans les conditions élémentaires qui permettraient la libre expression de leur pensée, n'est-il pas évidemment désirable qu'ils disposent à l'étranger, hors des atteintes de l'ennemi, de moyens indirects de faire connaître leurs volontés? Précisément, et c'est là un fait d'une importance capitale, un certain nombre de leurs chefs ont quitté le pays au cours de la guerre pour être ces moyens et pour s'assurer une complète liberté d'action. Ils ne sont pas des émigrés de vieille date, et que l'on pourrait accuser d'avoir perdu contact avec leur pays. Ils sont nés en Pologne, ils ont été élevés en Pologne, ils étaient hier en Pologne. Ils ont laissé là-bas, pour le temps de la guerre, leurs parents, leurs amis, leurs biens. Je n'en voudrais pour preuve, s'il en fallait une, que le témoignage d'un organe aucunement suspect de leur être favorable. Quand les Austro-Allemands, par l'acte du 5 novembre 1916, ont proclamé hypocritement un Etat polonais « indépendant », ils ont protesté collectivement contre cet acte. Un journal polonais paraissant à Paris a jugé la protestation inutile, et il ajoutait: « Pour ce qui est des signatures, nous n'y trouvons le nom d'aucun des membres de l'émigration proprement dite, si ce n'est celui du professeur Laszkowski ».

Il faudrait peut-être choisir. Il est fâcheux que les besoins des polémiques entraînent à dire du même homme tantôt qu'il n'est qu'un émigré, tantôt qu'il n'est qu'un indigène. On comprendrait, à l'extrême rigueur, qu'on lui déniât, s'il est émigré, le droit de parler au nom de son pays. Mais on ne voit pas, s'il s'est expatrié pour quelques mois, qu'il y ait entre lui et ses compatriotes d'autre différence que celle du lieu où celle qui sépare l'oppression de la liberté. Supposons qu'un député polonais au Reichstag ou au Reichsrat vienne à s'évader d'Allemagne ou d'Autriche. L'Allemagne et l'Autriche auront le droit de lui infliger l'invalidation officielle. Les Polonais auront-ils celui de lui infliger l'invalidation morale? Les Alsaciens ont-ils renié l'abbé Wetterlé parce qu'il ne siège plus au Parlement d'Allemagne?

On objectera que ces hommes ont quitté la Pologne depuis un temps déjà long, et qu'ils ont perdu contact avec elle. L'allégation est fautive. Elle est à l'usage des neutres et des Alliés. Ici encore, il y a le « double jeu » dont nous parlions naguère à propos de « l'impérialisme polonais ». En Pologne même, la presse qui combattait ces hommes politiques s'est fait un lieu commun de dénoncer leurs accointances secrètes et régulières avec les partis hostiles à l'opportunisme. Combien de fois, en termes ironiques ou courroucés, n'a-t-elle pas parlé des agents, des instructions et des mémoires qui venaient de Londres ou de Lausanne! Combien de fois n'a-t-elle pas déploré ce qu'elle appelait la tyrannie des uns et la docilité des autres!

Résumons. Si tous les Polonais sont Polonais, si des millions d'entre eux sont à l'étranger, si le pays lui-même n'a pas la liberté de parler, si quelques-uns de ses enfants l'ont quitté momentanément afin de pouvoir dire tout haut ce que les autres pensent tout bas, si enfin ils demeurent avec lui en contact permanent, est-il permis de dire à la Pologne qu'ils sont des usurpateurs et qu'elle doit renoncer à leurs services? Est-il permis de demander qu'elle s'agenouille devant le « dogme » qui veut que seuls les bâillonnés parlent et que seuls les enchaînés remuent? Je sais bien ce qu'auraient répondu là-dessus les Légions de Dombrowski et les émigrés de 1830.

HENRI SIGISMOND.

LA MUTINERIE du Corps auxiliaire Polonais

L'Agence Polonaise Centrale de Lausanne nous communique :

Après avoir refusé de prêter le serment qu'on exigeait d'eux, la plupart des légionnaires, comme on le sait, quittèrent les rangs de leurs formations au cours de l'été de 1917. Les quelques milliers d'hommes restants furent, du Royaume, envoyés sur le front de Bukovine, sous le nom de « Corps Auxiliaire Polonais ». Aujourd'hui en corrélation avec le traité de Brześć et avec la protestation unanime de la nation polonaise contre les Empires centraux, ont dû, parmi ces troupes, se produire quelques mouvements jugés séditeux, car on vient de retirer du front le Corps Auxiliaire Polonais et de l'interner quelque part en Autriche ou en Hongrie.

Il est interdit aux journaux de Galicie de s'occuper de cette affaire ; mais d'après les appels de ces mêmes journaux à l'effet d'organiser des secours immédiats pour les Légionnaires qui se trouvent dans la situation la plus lamentable, non moins que d'après quelques autres menus faits, on peut inférer que cet internement a réellement eu lieu. C'est ainsi, par exemple, que malgré que tous rapports aient été rompus avec le gouvernement, M. Goetz, président du Club polonais, s'est informé auprès de M. Seidler « du sort des enfants de la nation ». Le Club polonais s'est tout particulièrement intéressé à ses compatriotes et a approuvé la motion de M. Daszyński, député, aux termes de laquelle la Commission de liquidation du Comité National Suprême était invitée à faire immédiatement usage des fonds de ce Comité à l'effet « d'adoucir la situation des prisonniers du Corps Auxiliaire Polonais internés en Autriche-Hongrie ».

De plus, la censure a laissé passer un court entrefilet informant que le général Zieliński, commandant du « Corps Auxiliaire Polonais », après avoir quitté Kolomyja, se trouve actuellement à Huszt en Hongrie.

D'autre part la *Frankfurter Zeitung* du 7 mars écrit à ce propos :

Quelques députés ont adressé, à la séance d'hier de la Chambre des députés du Reichsrat, une interpellation au ministre de la défense du pays, disant que, d'après les bruits qui courent, et dont la source paraît bonne, la brigade composée de légionnaires polonais et stationnée dernièrement en Bukovine se serait mutinée, les 15 et 16 février. Le 15 février, vers le soir, les légionnaires auraient organisé des rapines (?) parmi la population, coupé les fils des télégraphes et téléphones, essayé de faire sauter les voies ferrées. La brigade, comptant environ huit mille hommes, aurait eu l'intention d'atteindre le territoire roumain-bessarabien, en traversant la Marmorytsa. Ce projet aurait cependant été découvert à temps. Le régiment croate N° 16 aurait reçu l'ordre de réprimer la rébellion. Toute la garnison de Czernowitz aurait été alarmée dans la nuit. Là-dessus, entre les légionnaires et les Croates se serait livrée une bataille en règle, dans laquelle on aurait même fait usage de canons et de mitrailleuses. Des deux côtés, les pertes seraient importantes. En définitive, les légionnaires auraient été domptés et faits prisonniers. Une petite partie seulement aurait réussi à passer la frontière. Ce seraient les officiers polonais qui auraient organisé le complot. Les auteurs de l'interpellation demandent si les événements en question ont véritablement eu lieu et si le ministre est disposé à donner des renseignements à ce sujet.

On admirera le caractère obstinément dubitatif de cette nouvelle. C'est une élégante façon d'en voiler la gravité.

La Légion polonaise de Galicie a-t-elle passé en Roumanie ?

L'Agence Polonaise Centrale de Lausanne nous communique encore, le 14 mars :

Nous apprenons aujourd'hui qu'ont été internés, en Hongrie et en Autriche, environ 3.000 hommes du « Corps Auxiliaire Polonais ». Comme ce corps comptait 8.000 hommes sur le front et que parmi les internés se trouvent aussi tous les détachements de l'arrière, il est très vraisemblable que, ainsi qu'en a couru le bruit aussitôt après les troubles survenus à la Légion, le gros des légionnaires sous le commandement du colonel Haller est parvenu à s'échapper en Roumanie, et que seule l'arrière-garde a été faite prisonnière par les Autrichiens.

Les légionnaires vont être poursuivis en justice. Détail caractéristique que rapporte la *Gazeta Poranna* (Gazette du matin) de Lwów : à une délégation du Club polonais du Reichsrat, il n'a pas été permis de se rendre à Huszt, en Hongrie, où se trouvent internés la plupart des légionnaires.

UNE UKRAINE AU DÉTRIMENT DE LA POLOGNE

La rectification de la frontière entre l'Ukraine et la Pologne

On mande de Vienne que, le 4 mars, a été signé à Brześć-Litewski par les plénipotentiaires de la Quadruple, chargés des négociations de paix avec la Russie, et les délégués de la République populaire d'Ukraine, le protocole annoncé le 19 février à la Chambre des députés par le président du conseil et qui a la teneur suivante :

Des doutes ayant surgi sur l'interprétation du paragraphe 2 de l'article 2 du traité de paix signé le 9 février, à Brześć-Litewski entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'une part, et la République populaire de l'Ukraine d'autre part, les gouvernements des puissances susmentionnées ont décidé de lever ces doutes au moyen d'une déclaration complémentaire et ont chargé les plénipotentiaires (suit l'indication de ceux-ci) envoyés à Brześć-Litewski pour les négociations de paix avec la Russie de déclarer ce qui suit :

« Afin d'éviter des malentendus concernant l'interprétation du paragraphe 2 de l'article 2 du traité de paix conclu le 9 février 1918, à Brześć-Litewski, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, d'une part, et la République populaire de l'Ukraine, d'autre part, il est décidé que la commission mixte prévue par l'alinéa 2 n'est pas tenue de s'en tenir pour la fixation de la frontière, à la ligne Bilgoraj-Szczeczeszyn-Krasnystaw-Puhaczów-Radzyń-Międzyrzecz-Sarnaki ; mais qu'elle est en droit, aux termes de l'article 2, paragraphe 2 de ce traité de paix, de suivre la ligne : Bilgoraj-Szczeczeszyn-Krasnystaw-Puhaczów-Międzyrzecz-Sarnaki, frontière répondant aux conditions ethnographiques et aux vœux de la population. La commission mixte susmentionnée sera composée de représentants des parties contractantes et des représentants de la Pologne. Et chacune des parties enverra à la commission un nombre égal de représentants. Les parties contractantes s'entendront au sujet de l'époque à laquelle cette commission se réunira. »

Le protocole qu'on vient de lire est un semblant de satisfaction donné à la Pologne. La frontière polono-ukrainienne ne sera plus nécessairement telle que l'indique le traité, mais elle pourra être conforme à ce traité s'il est démontré que les districts arrachés à la Pologne ne sont pas polonais, mais ukrainiens. On pense de la sorte tenir les Polonais en échec. Mais on se trompe.

On proteste toujours...

Déclaration du Club parlementaire polonais au Landtag de Prusse.

Le 6 mars, à la Chambre des députés du Landtag de Prusse, au cours des débats sur le budget virent en discussion les crédits affectés à la lutte contre le polonisme. Après le rapport présenté par M. von Kries (ancien chef de l'administration civile de la zone d'occupation allemande en Pologne), M. Sigismond Seyda, député, prit la parole, et lut au nom de ses amis politiques la déclaration suivante :

Aussitôt après qu'eut éclaté la guerre nous avons porté à cette tribune les revendications de la nation polonaise, revendications jamais primées et toujours défendues par nos prédécesseurs. A mesure que se déroulaient les événements militaires et politiques, nous avons exposé les détails de notre programme. Notre conduite a été pleinement approuvée par les votes de confiance dont nous ont honorés toutes les organisations électorales polonaises. Cependant le gouvernement royal a estimé qu'il ne pouvait tenir compte de nos revendications et les a rejetées avec raideur. De son côté il a présenté son programme maximum de concessions en faveur de citoyens de nationalité polonaise. Tous les partis politiques polonais et toutes les classes de la population, sans exception, ont repoussé ce programme comme insuffisant. Nous soulignons ce fait parce que le gouvernement royal a affirmé que dans la mise en œuvre de sa future politique polonaise il pourra prendre appui sur certains groupes politiques polonais. Nous portons donc à la connaissance de la Chambre la manière de voir, unanime, comme nous l'avons dit, de la population polonaise, touchant le programme de politique polonaise du gouvernement, et déclarons en même temps que nous ne pouvons nous écarter d'un seul pas de l'attitude prise par les Clubs parlementaires polonais au Landtag de Prusse et au Reichstag de l'Empire d'Allemagne. En présence de cette situation, nous considérons que pour le moment tout échange de vues à ce sujet est sans aucun but, et pour ce motif, nous déclarons que nous ne prendrons pas part à une ample discussion de la question polonaise.

La déclaration formule ensuite une énergique

protestation contre le traité avec l'Ukraine et la non admission de délégués polonais aux pourparlers de Brześć, puis elle continue :

Le 25 février, le comte Hertling, chancelier de l'Empire, au Reichstag, au sujet de la délimitation des frontières occidentales du Royaume de Pologne, a dit ce qui suit : « Du côté de l'Allemagne, dans le règlement de la question des frontières, on n'exigera que ce qui se montrera absolument indispensable pour des raisons militaires ». Par ces paroles le chancelier a annoncé une politique annexionniste qui rendra impossibles des rapports de bon et paisible voisinage entre Polonais et Allemands.

Nous, en qualité de représentants de la nation polonaise au Landtag de Prusse, partageons complètement l'indignation de notre peuple et protestons solennellement contre les attentats commis et à commettre contre la nation polonaise. Nous ne reconnaitrons jamais comme ayant force légale le traité de paix conclu à Brześć-Litewski avec la République populaire ukrainienne, alors même qu'on le revêtirait des apparences d'une forme légale.

Après une copieuse discussion, à laquelle se sont abstenus de prendre part les représentants polonais, ont été votés, sans aucune modification, les crédits pour la Commission de colonisation et les autres fonds antipolonais.

Les Autrichiens

interdisent à l'Assemblée Nationale de se réunir à Cracovie.

En raison du traité de Brześć-Litewski, par lequel les Empires centraux ont livré à l'Ukraine des territoires incontestablement polonais, s'est fait jour le projet de convoquer le Club de la Diète, la plus haute instance politique polonaise en Galicie, à l'effet de tracer à la politique nationale la ligne de conduite à suivre. Cependant, comme ne font partie de ce corps que les députés au Reichsrat de Vienne et ceux à la Diète de la Galicie dont, à la veille même de la guerre, avait été modifié le statut électoral dans un sens démocratique mais, où des élections selon ce nouveau statut n'ont pu être effectuées à cause de cette même guerre, on a résolu d'élargir cette fois le Club de la Diète jusqu'aux proportions d'une véritable assemblée nationale, de façon que toutes les classes sociales y fussent représentées. Donc, en vertu d'une décision du Club polonais de Vienne, outre tous les députés polonais au Reichsrat, tous les membres polonais de la Chambre des Seigneurs, outre les anciens députés à la Diète de Galicie, devaient être invités les délégués de toutes les associations, des unions des fonctionnaires, du personnel des postes et des chemins de fer, des sociétés de professeurs, des partis politiques non représentés jusqu'ici au Reichsrat, des sociétés savantes, agricoles, professionnelles, de la presse polonaise, du peuple des campagnes, enfin les représentants de la Silésie de Cieszyn (Teschen), soit en tout 354 personnes.

L'ordre du jour des délibérations avait déjà été fixé lorsqu'une dépêche de Vienne au *Kurier Lwowski* annonça que l'assemblée nationale qui devait être convoquée à Cracovie le 17 mars, a été interdite par les autorités autrichiennes.

Protestation

des Etudiants Polonais de Paris.

Nous recevons la protestation suivante : Les étudiants polonais de Paris adhèrent de tout cœur aux protestations unanimes des représentants de la Pologne contre l'iniquité commise par les Empires Centraux : arrachement brutal des terres de Chełm et de Polésie à la Mère-Patrie la Pologne, dont l'intégrité et l'indépendance sont le but de la nation polonaise et la condition de la paix générale.

Association de l'Entr'aide
des étudiants polonais à Paris.

Qui effectivement n'a pas permis que des délégués Polonais fussent admis aux négociations de paix ?

Une déclaration de M. Kamieniew.

L'Agence Polonaise Centrale de Lausanne nous communique :

L'organe socialiste polonais *Naprzód* (En avant de Cracovie) publie la déclaration faite, à la date du 14 février, aux Polonais de Stockholm, par M. Kamieniew, délégué des maximalistes russes.

Dans cette déclaration, M. Kamieniew affirme que c'est seulement à Stockholm qu'il a eu connaissance de la réponse donnée par M. Kühlmann à M. Kucharszewski, au sujet de la participation de représentants polonais aux pourparlers de Brześć, et que, vu cette réponse, il se sent en devoir de révéler la vérité. La vérité est que les délégués russes ont déclaré « qu'ils reconnaissent absolument et pleinement l'indépendance de la nation polonaise et le droit sans restriction aucune de cette nation à disposer d'elle-même ».

Si M. Kühlmann, passant sous silence cette déclaration fort nette, communique à M. Kucharzewski que c'est la délégation russe qui a refusé d'admettre les Polonais aux négociations, il cache le fait que « la délégation russe voit une violation flagrante de l'autonomie et de la liberté de la nation polonaise et de son gouvernement, en cela précisément que les Allemands et les Austro-Hongrois refusent catégoriquement de faire évacuer la Pologne par leurs armées ».

Enfin M. Kamieniew s'exprime textuellement comme suit :

Ensuite, M. Kühlmann sur la demande à lui posée par la délégation russe a répondu qu'il ne saurait être question de faire évacuer la Pologne par les armées allemandes et austro-hongroises, après la signature de la paix avec la Russie, pas plus qu'il ne prenait aucun engagement de faire évacuer la Pologne après la conclusion de la paix générale. Puis, comme M. Kühlmann a rejeté la proposition de la Russie de donner à la nation polonaise le droit de déterminer librement sa situation internationale et de procéder à l'organisation intérieure de l'Etat, sans qu'aucune entrave ne fût portée à ce droit par la présence d'armées étrangères et d'autorités d'occupation, toute affirmation de M. Kühlmann touchant l'indépendance de l'Etat polonais n'est que vide phraséologie.

En ce qui concerne la présence de M. Kucharzewski aux négociations de paix à Brześć, la délégation russe a déclaré que, non seulement elle n'avait aucune objection à faire à la présence de M. Kucharzewski, reconnu comme ministre par les autorités d'occupation allemande, mais qu'elle considérait comme chose très utile qu'à côté du premier ministre y parussent aussi d'autres représentants de la nation polonaise... (trois lignes censurées).

Le gouvernement russe reconnaît l'indépendance et la liberté de la Pologne, mais le gouvernement russe ne peut reconnaître que cette liberté et cette indépendance puissent être effectivement réalisés sous le régime d'occupation que M. Kühlmann a défendu pendant les tractations pour la paix. Une « indépendance » et des « pleins pouvoirs » contrôlés par les autorités militaires allemandes sont en diamétrale contradiction avec la conception de réelle indépendance, de réels pleins pouvoirs que la nation russe adopte à l'égard de la Pologne.

Dans le passage supprimé par la censure autrichienne il s'agissait très probablement de l'admission de délégués de la Pologne prussienne et autrichienne de Brześć-Litewski.

Clunet 1918 (45^e année, 1^{re} livr.) — Déchéance de naturalisation (Audinot). — Nationalité en Argentine (Zeballos). — Divorce d'Italiens naturalisés à l'étranger (Valéry). — Séquestres des biens des ennemis en France (Audinot). — Moratorium judiciaire et étrangers (Japiot). — ANALYSES. — Mesures en Angleterre contre sujets ennemis (L. D.). — Liberté des mers (F. T.). — Espionnage et contrebande en Suisse. — Séquestres devant la justice française (Casabianca). — Etrangers indésirables. — Taxes imposables aux étrangers (L. D.). — Contrôle des étrangers en Suisse (L. D.).

FEUILLETON DE POLONIA, DU 23 MARS 1918

LES ÉCRIVAINS POLONAIS

ST. PRZYBYSZEWSKI

III

Przybyszewski promène ses fictions dans des contrées qui paraissent imaginaires : aux rives des « lacs somnolents, plus purs que les girones des vierges saintes », sur les grèves lunaires, dans les vallées bordées à pic par les rochers griffus, dentés, hostiles.

Des ciels doux et calins les accompagnent, ou des ciels sinistres, embrasés d'incendies interstellaires, déchirés d'apocalyptiques nuages, profonds comme le désespoir, sombres comme le destin, pleins de périls et néfastes.

Et lorsque Przybyszewski mène ses énigmatiques personnages à travers les rues d'une grande ville, il choisit, pour les y faire vaguer, les moments les plus impressionnants : soit les heures tumultueuses de ses effervescences vespérales et diurnes, soit l'heure mystérieuse de son silence de nuit.

Combien également sont étranges, saturés de perversité, grimaçants, obsédants, apprêtés — les intérieurs qui abritent ces couples en mal d'amour ! La femme « monstrueuse et tentante, touchée de la lèpre des péchés mortels » y laisse la marque de son charme dangereux ; l'homme, dévoré de concupiscence et tourmenté du

— Abrogation par l'Angleterre de la déclaration de Londres. — Action en justice des ennemis en Italie (Valéry). — Travail imposé par l'Allemagne aux habitants des pays occupés (L. D.). — Service militaire aux Etats-Unis et étrangers. — QUESTIONS PRATIQUES. Succession. Déclaration des biens par les Alsaciens Prisonniers de guerre. Propriété littéraire. — ACTUALITÉS. Prise maritime. — Déclaration des biens. — Incorporation des sujets alliés. — Représentation des intérêts en pays belligérants. — Navires allemands dans l'Amérique du sud. — Police des étrangers. — Liquidation des biens français en Alsace. — Déserteurs en Suisse. — Enrôlement civil en Angleterre des Neutres. — Guerre maritime allemande. — JURISPRUDENCE. France (Arbitrage; Association; Assurance; Contrat; Compétence; Crimes et délits; Divorce; Dommages de guerre; Jugement étranger; Marchandises; Mariage; Moratoires; Nationalité; Prisonnier de guerre; Séquestre; Société; Sujets ennemis, etc.). Allemagne, Belgique, Egypte, Italie, Suisse. — ORGANISMES INTERNATIONAUX. — DOCUMENTS (guerre). FAITS ET INFORMATIONS (guerre). — Un an, 25 fr.; étr., 28 fr.; Marchal et Godde, libr., 27, place Dauphine, Paris.

BULLETIN

« M. Balfour oppose au programme du Comte Czernin l'unification intégrale de la Pologne. »

A la séance du 28 février de la Chambre des Communes M. Balfour a répondu aux discours du comte Hertling et du comte Czernin du 24 février.

Voici le texte authentique du passage consacré par M. Balfour à la question polonaise et traduit d'après l'original anglais :

Le comte Czernin consacra à la Pologne une déclaration équivoque dont M. Holt parle, comme s'il était du désir du comte Czernin d'édifier l'ancien Royaume de Pologne dans les limites réelles de la nationalité polonaise sur la base de l'indépendance. Je ne crois pas que telle ait été la pensée du comte Czernin, et la raison pour laquelle je ne le crois pas, est la suivante : il est impossible de poursuivre résolument, entièrement et de manière appropriée une politique de cette nature sans restituer à la Pologne les provinces arrachées par l'Allemagne lors des partages ou depuis, qui sont actuellement dans de très grandes proportions habitées par des Polonais.

« En Pologne Prussienne on défend de porter des emblèmes Polonais. »

Dans les journaux officiels de la régence de Bydgoszcz (Bromberg) on lit l'arrêté suivant :

A l'occasion des cérémonies commémoratives en l'honneur Kościuszko et des réunions des sociétés de jeunes gens polonais ont eu lieu de graves abus par suite du port d'emblèmes polonais.

En vertu de l'article 9 de la loi sur l'état de siège du 4 juillet 1851, dans l'intérêt de la sécurité publique pour la régence de Bydgoszcz et les districts de Walcz et de Złotów de la Prusse occidentale, je décide donc que :

« désir de l'autorité, de la beauté et de la force », y met sa double empreinte de satire et de demi-dieu...

Ainsi, en eux, chez eux, autour d'eux — tout est idéal et charnel, occulte et palpable, symbolique et réel; tout paraît être d'instigation satanique et divine.

Précisément, ces deux principes en conflit, le Bien libre et ailé et le Mal oppresseur et impur s'imposent aux méditations de Stanisław Przybyszewski et remplissent son œuvre entière : drames, romans, études philosophiques et critiques; — œuvre d'un art copieux, truculent et fort troublant, suggestif, séducteur. — Przybyszewski, lui-même, semble le considérer comme une manière d'apostolat et comme une rénovation esthétique.

Et, en effet, à l'époque, son action fut immense sur les âmes les plus malléables : celles des femmes et celles des artistes. Przybyszewski a fait école, bâti un temple pour tous les fervents d'alors. On se modelait sur ses héros et ses héroïnes, et on accordait à leur diapason la morale de la vie et de l'amour, et l'idéal poétique.

Cette action fut d'autant plus puissante qu'en Pologne le pacte synallagmatique du public et du poète lie l'un à l'autre bien d'avantage que partout ailleurs. Là-bas, pour des raisons faciles à comprendre, un livre, une pièce théâtrale, un tableau, une œuvre musicale absorbaient les trois quarts de l'attention nationale. Il était relativement aisé de proclamer un nouvel évangile en Pologne, puisqu'on espérait toujours le Messie. Et tout poète, tout artiste qui apportait une parcelle de vérité et de beauté — faute d'un sauveur de la patrie enchaînée — appa-

« Il est interdit de revêtir des uniformes polonais et de porter des emblèmes polonais. »

« Toute contravention sera punie, en tant que les lois ne spécifient pas une peine plus élevée, en vertu de l'art. 9 de la loi sur l'état de siège, d'emprisonnement jusqu'à une année, et en cas de circonstances atténuantes, d'une incarcération ou d'une amende jusqu'à 1.500 marks. »

Szczecin (Stettin), le 22 février 1918.

Le général commandant en second le II^e corps d'armée :

BARON VON VIETINGHOFF.

« L'inauguration de la « Ligue Polonaise de l'Enseignement ».

Mercredi, le 27 mars, à 4 heures de l'après-midi, dans une des salles de l'Ecole des hautes Etudes sociales (16, rue de la Sorbonne), aura lieu la séance inaugurale de la Ligue Polonaise de l'Enseignement, fondée récemment à Paris par M^{me} J. Joteyko et M^{me} Grzegorzewska.

MM. F. Buisson, Belot, Vaney, Mark Baldwin et Otlet, de même que M^{me} J. Joteyko prendront la parole. Entrée libre. Il est à souhaiter qu'un grand nombre d'amis de la Pologne se rendent à cette manifestation.

« Chez les Artistes Polonais. »

Dimanche, le 24 mars, à 4 h. 1/2 de l'après-midi, aura lieu à la Société des Artistes Polonais (164, Boulevard du Montparnasse) une après-midi artistique et littéraire au programme suivant :

1^{re} M. Albert Cim (Cimochowski), ancien président de la Société des Gens de Lettres : « Les Polonais en France, souvenirs d'émigration ».

2^{de} M^{lle} Madeleine Laugemeuil fera la lecture du récit de M. Cim « Le petit tailleur polonais ».

3^{de} M^{lle} Marthe Parry (de l'Opéra Comique) chantera : « Le Noël des enfants qui n'ont plus de maisons » (Debussy). Les hôtes seront les bienvenus.

Entrée : 50 centimes.

« Exposition Ludwik Gros. »

A la Galerie Lorenceau (18, rue de La Boétie), du 15 au 31 mars, de 10 heures à midi et de 2 heures à 6 heures, est ouverte l'exposition du peintre polonais M. Ludwik Gros. Il y expose des portraits, des animaux et des fleurs. Entrée libre.

« Une conférence à Bordeaux. »

Lundi 18 mars, à Bordeaux, dans le grand amphithéâtre de l'Athénée, sous les auspices de la Société de Géographie commerciale, a eu lieu une conférence de M. Antoni Potocki, vice-président de l'Union Nationale Polonaise, et de M. Edouard Benes, secrétaire général du Conseil National des Pays Tcheco-Slovaques, sur : « Les Peuples martyrs : Polonais et Tchèques ». Elle a été accompagnée de projections. Nous en reparlerons dans notre prochain numéro.

B. KORAB-MERCÈRE corrige trois fois par semaine, dans son atelier, 9, rue des Beaux-Arts. — PARIS
Modèle vivant, nature morte, composition, illustration.

LE GERANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

raissait en Messie : il faisait vivre et il défendait le génie de la race, jusqu'au moment attendu de son éclosion intégrale.

Il y a encore une cause au succès de Przybyszewski : il est venu sur le déclin du Réalisme, pour l'achever et pour mettre à sa place une autre doctrine.

Or, le Réalisme, n'étant qu'une forme de la conception matérialiste, fut ce qui convient le moins à l'esprit et au tempérament des Polonais. Idéalistes, individualistes et rêveurs, ils se refusent à toute contrainte dans le domaine de l'imagination, de même qu'ils répugnent à toute borne qui leur délimiterait leurs aspirations et leurs espérances. Et si le Réalisme encadre solidement la création poétique (presque autant que le Classicisme), le Matérialisme dérobe à la vue les horizons lointains. Donc, il faut une sévère discipline intellectuelle pour être objectif; ainsi que, pour être matérialiste, une forte somme de résignation est nécessaire; et à ceci, visiblement s'oppose le génie polonais.

Par contre, lui sont à jamais propices le Romantisme et son quasi-dérivé le Symbolisme qui, l'un comme l'autre, délivrent la fantaisie de toute entrave et laissent aux possibilités la porte grande ouverte.

Aussi, Stanisław Przybyszewski quelque peu romantique et symboliste convaincu, derrière les multiples masques, empruntés çà et là, montre à qui sait voir sa vraie figure, lyrique, pensive et romanesque, figure qui est bien de son pays natal. Son air, si exotique puisse-t-il paraître au premier abord, entre parfaitement dans ce grand et bel ensemble orchestral qu'est la littérature de la Pologne contemporaine.

(Fin.)

JAN-TOPASS.

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji :

KWARTALNIE..... 5 fr.
PÓŁROCZNIE..... 10 fr.
ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą :

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLO니아

PISMO TYGODNIOWE POLSKIE

WYCHODZI CO SOBOTE

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 5 fr.
SIX MOIS..... 10 fr.
UN AN..... 20 fr.

Etranger :

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

SPRAWA KORPUSU GEN. MUŚNICKIEGO

LOSY KORPUSU POLSKIEGO

Niemcy są mistrzami intrygi, która ma jeden ulubiony środek : odosobnienie upatrzonej ofiary od całego świata, i zawsze jedno rozwiązanie : brutalny gwałt. Odosobnienie daje Niemcom monopol informowania ofiary o tym, co się dzieje na świecie, i powiadamiania świata o zachowaniu się ofiary : co za potężne narzędzie polityczne w czasach, gdy informacja odgrywa tak olbrzymią rolę !

Tragiczną ofiarą odcięcia stał się t. zw. « Korpus Posiłkowy Polski », złożony z resztek Legionów Piłsudskiego, obywateli austriackich i internowany na Węgrzech. Ta garść 8.000 ludzi postanowiła przebić się na « wolną » Ukrainę, połączyć się z korpusem gen. Micheliś'a i powiększyć siłę zbrojną polską niezależnie od państw centralnych. Nie wiedzieli, że Ukraina, w której imieniu kilku oddanych Niemcom ludzi podpisało traktat brzeski, została już zalana przez wojska austriacko-niemieckie, że oba korpusy polskie musiały podpisać konwencję wojskową z Niemcami... « Bunt » legionistów został krwawo stłumiony przez wierne pułki Chorwatów.

Korpus Polski gen. Muśnickiego od dłuższego czasu odcięty został od Rady Polskiej Zjednoczenia Międzypartyjnego, na której zdanie i wskazówki, pełne doświadczonego patriotyzmu, mógł zawsze liczyć. Z jednej strony miał odmet anarchji, z drugiej — ścianę bagnatów niemieckich. Próbowano zasięgnąć wiadomości z kraju i wysłano deputację z oficerów, pod eskortą dwu szwadronów ułanów w stronę frontu. Sądząc się bezpiecznymi, deputaci odesłali z połowy drogi eskortę, sami zaś podzieleni na dwie grupy, w żołnierskim przebraniu, udali się pieszo na Zachód. Przyszli tylko jeden, cudem ocalony. Kilku zostało ujętych przez bandy bolszewickie które ich poddały wymyślnym mękom. Bez wieści przepadł bohater krechowiecki, dowódca 1-go pułku ułanów, pułk. Mościcki. Przypuszczają, że ścigany przez bolszewików, by nie wpaść w ręce dziczy, śmierć sobie zadał; ciała, mimo przeszukania lasów, dotąd nie znaleziono.

Korpus pozostał nadal bez wieści. A gdy ściana niemiecka poczęła iść na Wschód, zawarł gen. Muśnicki konwencję z dowództwem niemieckim. Działal nie jak polityk, bo po-

litykiem nie jest, lecz jak wojskowy, który pragnie powierzona mu siłę zbrojną zachować możliwie całą i nienaruszoną.

Wieści o konwencji wojskowej doszły do Rady Polskiej Z. M. w ostatniej chwili. Rada widziała całą stronę polityczną tego kroku : wprawdzie nikt nie zmusi żołnierza polskiego, by wbrew woli całego narodu bił się przy boku Niemców — dowodem Legiony Piłsudskiego — ale Korpus przestał być jednostką niezależną, bowiem konwencja zobowiązuje. Wpływ tego kroku na opinię Zachodu mógł być fatalny ; jakoż wiemy, że Niemcy nie omieszkali opatrzyć tej wiadomości kłamliwym komentarzem o rzekomym braterstwie broni Korpusu Polskiego z armią niemiecką.

Ostrzeżenie Rady Polskiej Z. M. przed polityczną stroną konwencji przyszło zbyt późno, by mogło wpłynąć na przebieg wypadków. Obecnie z natury rzeczy Korpus Polski otrzymuje wskazówki od Rady Regencyjnej, której stanowisko w sprawie chełmskiej daje rękojmię, że szczupłe zastępy polskie nie zostaną użyte wbrew interesom kraju.

Jakże inne mogły być losy Siły Zbrojnej Polskiej, jej znaczenie na Wschodzie, jej rola, gdyby liczyła była pół miliona żołnierza ! Zbrodnicza akcja zaślepionych zwolenników słabej Polski nie dopuściła do powstania wielkiej siły zbrojnej na naszych kresach wschodnich.

UMOWA GEN. DOWBORA-MUŚNICKIEGO Z NIEMCAMI

Dowiadujemy się, że dnia 25 i 26 lutego, w Bobrujsku, stanęła umowa między gen. Dowborem-Muśnickim, komendantem 1-go Korpusu Polskiego, a majorem Wulffenem, pełnomocnikiem Naczelnego Wodza niemieckich wojsk na Wschodzie.

Ze względu na ważność sprawy podajemy dośłowny tekst powyższego układu :

1) Korpus Polski jest wojskiem neutralnym, któremu do rozlokowania się, wyżywienia się i ochrony od napadów ze strony bolszewików wyznaczono teren między Dnieprem od Mohylowa aż do ujścia Berezyny i kolejną Stuck-Ossipowicze, Łapicze-Grodziniec. Sposób administrowania tego terenu będzie w najkrótszym czasie ustalony. Do tego czasu administracja pozostaje w ręku Korpusu Polskiego.

2) Korpus Polski walczy tylko w razie, jeżeli będzie na tym terenie napadnięty, i podlega niemieckiej komendzie w tym wypadku, o ile niemieckie wojska wezmą udział w odparciu napadu. Na polu bitwy komendę obejmuje najstarszy oficer niemiecki lub polski.

Przemarsz wojsk niemieckich przez ten teren jest w każdej chwili dozwolony. Korpus Polski obowiązany jest, w miarę możliwości i tylko w granicach swego terenu, zaprowiantować walczące wojska niemieckie za

odpowiednim zwrotem w naturze lub rozszerzeniem zajmowanego terenu, co znaczy, że prowiant w magazynach, składach itp. winien być odstąpiony, zaś prowiant, znajdujący się w kraju, winien być dostarczony do kolei. Rekwizycje przeprowadzone przez wojska niemieckie nie powinny napotykać żadnych trudności ze strony polskich wojsk, władz i ludności miejscowej.

3) Polskie wojska winny ustąpić z Mińska d. 27. lutego 1918 roku do godziny 6-ej wieczorem. Do tej chwili wszystkie magazyny i zapasy winny być oddane Niemcom. Własność Polskiego korpusu będzie ustalona przez komisję mieszaną, po 2 członków z każdej strony, pod przewodnictwem niemieckim.

4) Korpus Polski zabezpiecza kolej, którą Niemcy mają eksploatować, od Talki wyłącznie do Żłobina, również kolej na Stuck i kolej przez Łapicze na Grodziniec i Zawiszyn, łącznie z wszystkimi magazynami ; wojska niemieckie zabezpieczają kolej od Talki wyłącznie do Mińska.

Teren na zachód, względnie na północ od kolei Stuck—Łapicze—Grodziniec nie może być wyzyskany dla zaprowiantowania przez Korpus Polski, natomiast ten ostatni winien zabezpieczyć magazyny, składki itp. położone na wschód i północ od kolei.

Most na Dnieprze pod Żłobinem winien być zabezpieczony od wysadzenia. Kolej od tego miejsca na wschód — zniszczona.

5) Korpus Polski zajmuje odpowiednimi siłami węzeł kolejowy Żłobin i nie dopuszcza siłą zbrojną żadnego wywozu zapasów, bądź kolejną, bądź na furmankach na południo-wschód i północ : wysyła tabor ruchomy z zapasami do Mińska.

To samo dotyczy oczekiwanego wkrótce zajęcia Mohylowa. O ile miejscowości te zajęte zostaną przez wojska niemieckie, niezwłocznie winno nastąpić zluzowanie wojsk niemieckich przez polskie, po porozumieniu się z niemiecką główną komendą w Mińsku.

6) Wszystkie magazyny i zapasy w Żłobinie i okolicy, jako też na kolei do Orszy są własnością niemiecką, nawet w razie zdobycia ich lub zarejestrowania przez wojska polskie. Wzajemnie za to Niemcy przez częściowe odstąpienie zapasów dadzą odszkodowanie Korpusowi Polskiemu. Ze swej strony Korpus Polski za to poczuwa się do obowiązku wynajęcia składów i wystawienia wart, dla zabezpieczenia ich od zniszczenia i ograbienia przez bolszewików lub ludność miejscową. Zarejestrowana zawartość składów winna być jak najspieszniej zameldowana niemieckiej głównej komendzie w Mińsku. Polskie wojska mogą otrzymać produkty z tych składów tylko za formalnym pokwitowaniem dowódcy pułku dla zaspokojenia natychmiastowych potrzeb.

7) Granicę północną terenu, wskazanego w punkcie 1-ym, stanowi linia Mohylów, Małe Bielewicze — Mościwice — Jakszyce — Grodziniec (punkt końcowy kolei z Łapicz) ; granicę południową stanowi linia ujścia Berezyny do Dniepru — Szczaciłka — Lubań (nad Orszą) — Sankowicze — Starobin — Wyzna — Siemieżewo. Granicę północną, względnie wschodnią, stanowi : szosa Siemieżewo — Stuck (łącznie) potem kolej Stuck — Łapicze — Grodziniec.

8) Pod nazwą Korpusu Polskiego rozumieć należy : 1-szy Korpus Polski i wszystkie te polskie korpusy, które się oddadzą pod komendę dowódcy 1-go Korpusu Polskiego.

9) Powrót niemieckich jeńców wojennych do Niemiec należy popierać wszystkimi środkami.

10) Umowa powyższa wchodzi w życie natychmiast. Bobrujsk, d. 25. lutego 1918 roku.

Dowódca 1-go Korpusu Polskiego :

JÓZEF DOWBÓR-MUŚNICKI, gen-porucznik.

Pełnomocnik głównodowodzącego niemieckimi wojskami na wschodzie :

VON WULFFEN, major sztabu generalnego.

Zgodność z oryginałem stwierdza :

Oficer do zleceń sztabu 1-go Korp. Polskiego: TREPKA.

General Dowbór-Muśnicki a Rada Regencyjna.

W poprzednim numerze *Polonii* podaliśmy skład delegacji Korpusu Polskiego gen. Muśnickiego, która przybyła do Warszawy w celu wejścia w kontakt z Radą Regencyjną i przedłożenia jej życzeń Korpusu Polskiego.

Kurjer Poznański z d. 7 marca ogłasza depeszę z Warszawy, która opiewa, że rokowania delegacji z Radą Regencyjną, toczące się w porozumieniu z gen.-gubernatorstwem warszawskim, mają za przedmiot kwestję, w jaki sposób Korpus Polski, po zawarciu pokoju, służyć będzie za kadry przyszłej Armii Polskiej.

Zaś *Kurjer Warszawski* miał sposobność otrzymania, ciekawych szczegółów od delegatów gen. Muśnickiego.

Z krótkiej rozmowy dowiedziało się pismo warszawskie, że Korpus nie prowadzi obecnie żadnej akcji zaczepnej. Cała działalność Korpusu sprowadza się tylko do ewentualnego odpierania band « bolszewickich », napadających na poszczególne oddziały Korpusu. Korpus musiał opuścić Mińsk i oddać miasto wraz z magazynami władzom wojskowym niemieckim.

Delegaci uzyskali możność przybycia do Warszawy w charakterze ściśle neutralnym; mają swobodę ruchów i możność porozumiewania się z polskimi czynnikami miarodajnymi.

Na audjencji u Rady Regencyjnej w pałacu arcybiskupim, delegaci złożyli najwyższej władzy państwowej Królestwa hold w imieniu Wojska Polskiego w Rosji, przedstawili życzenia dowództwa tego wojska, prosząc o pomoc, opiekę i poparcie, oraz oddając się pod rozkazy Rady Regencyjnej.

Rada Regencyjna przyjęła do wiadomości życzenia, wyrażone przez delegację i zapowiedziała udzielenie szczegółowych dyrektyw. Pragnieniem Korpusów Polskich jest wrócić do kraju i stać się podstawą przyszłej Armii Polskiej. Pragnieniu temu dają też wyraz listy uwierzytelniające, złożone przez delegatów Radzie Regencyjnej.

Delegaci zamieszkali w Hotelu « Bristol ». Gości odwiedza bardzo dużo znajomych i osób zainteresowanych losem swych krewnych i najbliższych w Rosji.

Po czterodniowym pobycie w Warszawie delegacja Korpusu Polskiego wyjechała d. 6 marca do Bobrujska, gdzie znajduje się główna kwatera polska.

Jak słychać, spodziewany jest wkrótce przyjazd do Warszawy gen. Dowbora-Muśnickiego.

Trzecia dywizja polska.

Idąca z Jelni 3-cia dywizja polska, pod dowództwem generała Iwaszkiewicza, przybyła pomyślnie dnia 26 lutego — jak donosi *Dziennik Miński* — do Michałowa, położonego o 23 wiorsty od Bobrujska, stacując w drodze niemal cały czas stale potyczki. Między innymi, większą taką potyczkę stoczono przy przejściu Rohaczewa.

Straty dywizji są naogół nieduże i wynoszą dwadzieścia kilka osób zabitych i rannych. Dywizja przyszła w dobrym nastroju i wzorowym rygorze, w pełnym rynsztunku, mając w swym składzie 4.000 bagnatów, prócz taborów.

Liczebnie skład jej powiększył się znacznie w drodze przez przyłączenie się do niej nowych oddziałów i poszczególnych jednostek. Broni dywizja posiada również więcej, niż w chwili wyjścia w Jelnię, gdyż zdobyła ją podczas potyczek. (Jelnię znajduje się pod Smoleńskiem).

A więc dziś wszystkie trzy dywizje I-go Korpusu Polskiego, wraz z dywizją kawalerji, są skoncentrowane w okolicach Bobrujska.

Korpus Polski gen. Michelisa.

Jak wiadomo, kilka miesięcy temu utworzył się na froncie rumuńskim 2-gi Korpus Polski pod dowództwem generała de Henning-Michelisa (Polaka, pomimo niepolskiego nazwiska). Korpus ten złożony jest z żołnierzy polskich, którzy należeli niegdyś, przed dezorganizacją, do formacji rosyjskich frontu południowo-zachodniego i rumuńskiego.

Korpus ów, według opowiadań delegatów gen. Muśnickiego w Warszawie, zajął względem wojsk niemieckich stanowisko neutralne. Z Korpusem gen. Muśnickiego Korpus gen. Michelisa kontaktu bezpośredniego nie ma.

(W przyszłym numerze *Polonii* podamy wiele nowych i niezmiernie ciekawych szczegółów o Armji gen. Muśnickiego.)



SPRAWY ARMJI POLSKIEJ W ROSJI

O Wojsko Polskie.

— W No 5 *Polonii* umieściliśmy przedruk znakomitego feljetonu p. Władysława Rabskiego z piotrogrodzkiego *Dziennika Polskiego* p. t. « Gdzie mocny człowiek ? » Feljeton ów nie podobał się naturalnie moskiewskiemu *Echu Polskiemu* ani *Dziennikowi Kijowskiemu*. Z tego powodu p. R. napisał w *Dzienniku Polskim* z d. 12 stycznia drugi feljeton p. t. « Nie kłamcie ! », który podajemy poniżej :

Chodzi o stanowisko kresów do wojska polskiego. Pisałem o tym stanowisku z goryczą, bo gdyśmy miesiącami całymi zaklinali, że wojsko czeka na pomoc kresową, gdyśmy po tysiąc razy przypominali znaczenie oręża polskiego dla sprawy narodowej, gdyśmy borykali się z całą górą przeszkód i hamulców, wydzielając żołnierza polskiego z obcych szeregów i przewidując chwilę, w której wszyscy rozpaczliwie wołać będą o szablę ułana krechowieckiego, a szabli tej może nie stanie, kresy otuliły się w jakieś sceptyczne, podejrzliwe milczenie. Jakby się bały tej armji. Jakby oczekiwały innego zbawienia.

I ktokolwiek powracał z kresów, przywoził do Piotrogradu jakiś dwuznaczny uśmiech ironji. A dwuznaczni mają, jak wiadomo, zazwyczaj jedno znaczenie. Dziwnie ludzie mówili. Każdy, kto w tej sprawie badał opinie niektórych stronnictw kresowych, miał tylko słowa, jak piotun, jak łyż, jak igły. A słowa te szły z dusz najczystszych, takich, których całe życie było miłością, wiarą i ofiarą.

I tak płynęły miesiące. Było wielu ludzi wpływowych na kresach, którzy dla sprawy wojska polskiego mieli tylko insynuacyjne szept, lodową obojętność, zagadkowe niedomówienia, lub tę przysłówiowo-humorystyczną, jedną w swoim rodzaju orientację naszej starej emigracji, którą ktoś określił w dialogu :

— Jak myślicie ?

— Inaczej niż Narodowa Demokracja.

A potem przyszła fala bolszewizmu, dekret o wyłączeniu, pijany wrzask hordy żołnierskiej puszczającej z dymem wieś i dwory polskie na kresach. I w odpowiedzi usłyszeliśmy krzyk desperacki : « Gdzie armja polska ? » Całe kresy czekały na tętent od mińskiego gościńca. Rozpoczęły się zjazdy, rozwarły się skrzynie ze złotem. Gdzie żołnierz polski ? Niech przyjdzie, niech broni !

I cóż dziwnego, że rozśmiało się gorzko pióro feljetonisty ? To samo pióro, którego łyż i zakłęcia były tak długo daremne. To samo pióro, które błyskawicami i kwiatami feljetonu zebrało u was dla żołnierza polskiego. To samo pióro, które w najcięższej trosce narodowej modliło się nieraz, aby Bóg mu dał piorun z « Grobu Agamemnona », — dla was i przeciw wam.

A teraz gniew was rumieni, bom krzyknął tak, jak tylko ból krzyczeć może.

Rumieście się, zapalacie stopy, układajcie listy proskrypcyjne, tylko... nie kłamcie. Tylko nie mówcie, że nie chcieliście armji, która miała iść przeciw Polsce, a chcieliście armji, która jest dla Polski. Kto to chciał ślać żołnierzy polskich przeciw własnej ojczyźnie ? Kto to « radował się z odebrania Lwowa ? » Kto to marzył o tem, żeby « Rosjanie z Karpat ruszyli na Kraków ! » Kto to chciał « oswabdzac Warszawę od Rady Stanu » przy pomocy wojska polskiego ? Kto to chciał « wyzyskiwać armję dla celów partyjnych i rzucać na Polskę ? »

Kłamiecie panowie w *Echu* moskiewskim, kłamiecie w *Dzienniku Kijowskim*. Kłamiecie, że obecnie « upadła już obawa walki Polski z Polską », i że dlatego wczoraj mówiliście : Nie ! a dzisiaj mówicie : Tak !

Miedzy nami a wami ta tylko była różnica, żeśmy znaczenie armji polskiej dla Polski rozumieli już wtedy, gdy jeszcze nikt kresów nie wywłaszczał i czerwono kogut tam nie piał, a wy zrozumieliście je dopiero dzisiaj, gdy siekiera hajdamacka rozwała drzwi waszych śpiichlerzy i bramy waszych dworów. My chcieliśmy pogotowia wojskowego Polski, bo przewidywaliśmy chwilę, w której jeden błysk szabli przemówi tysiąc razy potężniej, niż wszystkie orędzie i racje królów i ministrów, bo Polska bez armji jest tylko cyfrą w kombinacjach między-mocarstwowych a Polska z armją będzie polską wolą, polską siłą i polskim rozkazem, bo bez wojska my jesteśmy tylko dla innych, a z nim możemy być także dla siebie.

My nie wiedzieliśmy z kim i przeciw komu w dalszym rozwoju wypadków przyjdzie nam może walczyć, lecz wiedzieliśmy, że samo istnienie armji polskiej daje nam moc, której nic nie zastąpi, bo wszystko, co

było z cudzej łaski, z cudzej spekulacji, przez nią staje się polskim « *sic volo* », które nie tylko prosi i perswaduje, lecz może żądać i grozić. A gdy zahuczała burza anarchji, rozumieliśmy, że żołnierz polski musi spełnić i spełni zaszczytnie rolę puklerza kresowego, ale nie zapominaliśmy ani na chwilę, że on jest czymś więcej niż policją narodową, że on na ostrzu swych bagnatów nieś ma Polskę na Kongres Narodów, że « dziś trzeba nam prawicy a jutro trzeba praw ».

A wy ? Byliście ślepi i trzeba było dopiero pałki grabieży — marudera, abyście stali się widzącymi. I dzisiaj wstyd was kasa i gniew. I chcielibyście odwrót zamaskować szarżą polemiczną, zwietrzała bajką o intrygach Narodowej Demokracji oszukać historję, paszkwilowym konceptem o wyprawie przeciw Polsce osłabić krzywdę Polsce wyrządzoną.

Lecz ona wytrzymała już wiele, wytrzyma i to. I będzie, będzie wolna, wielka, zjednoczona, bo silniejsza jest od waszych pomyłek i waszych małocności.

WE FRANCJI

Wielki zjazd w Cleveland w sprawie Armji Polskiej.

W dniu 15, 16 i 17 lutego odbył się w Cleveland (stan Ohio) pierwszy Zjazd « Komitetów Obywatelskich », « Komitetów Polek », Oficerów rekrutacyjnych Armji Polskiej we Francji, oraz przedstawicieli prasy polskiej.

Zjazd miał na celu nie tylko powziąć uchwały i wnioski zmierzające do energiczniejszej działalności wszystkich tych ciał w sprawie werbowania ochotników do Armji Polskiej we Francji ; nie tylko ustalić pewne normy i sposoby werbowania ochotników ; nie tylko rozgraniczyć jasno sferę działalności tak « Komitetów Obywatelskich », jak i « Centrów Rekrutacyjnych » na całym terenie Stanów Zjednoczonych ; ale także — jak donosi komunikat *Komisji Wojskowej*, zawiadamiający o zjeździe — « zapoznać się z pracą i zagadnieniami różnego rodzaju, jakie wyłoniły się podczas kilkumiesięcznej akcji rekrutacyjnej, oraz rzucić trwałe podstawy pod organizowanie i działalność « Komitetów Obywatelskich » na przyszłość.

Komisja Wojskowa (w skład której wchodzi pp. Skarżyński, Heliński i Znamiecki), zwołując ten zjazd, miała przede wszystkim na myśli gruntowne zreformowanie systemu rekrutacyjnego do Armji Polskiej we Francji. Potrzebę tych reform odczuwaliśmy wszyscy, zarówno my, tu we Francji, jak i społeczeństwo polskie w Ameryce. Jest to publiczną tajemnicą, że dotychczasowe wyniki rekrutacji nie są świetne (około 10.000 ochotników) pomimo moralnego poparcia ogółu, pomimo zapatu « Komitetów Obywatelskich », które się specjalnie dla organizowania rekrutacji potworzyły, pomimo energii oficerów rekrutacyjnych i « Komitetów Pań Polskich ». Dlaczego ? Pisma polskie w Ameryce odpowiadają nam, że wina spada na wadliwą metodę zastosowaną przez *Komisję Wojskową*. Nie znając gruntownie stosunków polsko-amerykańskich nie chcemy wydawać własnego sądu.

Zjazd podzielił się na cztery sekcje : 1) Komitetów Obywatelskich, 2) Oficerów rekrutacyjnych, 3) Komitetów Pań Polskich i 4) Prasową. Każda z tych sekcji pracowała oddzielnie, a na posiedzeniu plenarnym przedstawiła wynik swych obrad w szeregu rezolucji. Należy podkreślić, że Zjazd obradował z wielką wstrzemięźliwością, godną ważności sprawy.

Rezolucje sekcji « Komitetów Obywatelskich » streszczają się w następujących punktach :

1. Na czele *Komisji Wojskowej* stać powinien polski oficer.

2. *Komisja Wojskowa* składać się winna z pięciu członków oprócz przewodniczącego oficera. Członkowie ci proponowani być winni przez wszystkie « Komitety Obywatelskie ».

3. Komisarze ci winni być ludźmi materialnie niezależnymi.

4. Praca *Komisji Wojskowej* winna być podzielona między wyżej wymienionych pięciu członków według następujących pięciu działów :

a) Finansowy, b) propagandy, c) opieki nad żołnierzami, d) publicystyki, e) objazdów.

5. *Komisja Wojskowa* winna porozumiewać się z *Wydziałem Narodowym* w kwestiach społecznych — w sprawach wojskowych tylko ze sztabem wojskowym.

6. *Komisja Wojskowa* winna być ciałem apolitycznym i urzędować blisko obozu polskiego, albo w wielkim polskim środowisku.

Z kolei podajemy poniżej w skróceniu rezolucje Sekcji Prasowej :

1. Zakępi organów mających styczność z rekrutacją

usunąć wszelką tajemniczość i prasę polską natychmiast informować o sprawach ważniejszych.

2. *Biuro Prasowe* w Waszyngtonie nie odpowiada celowi. *Wydział Narodowy* winien przydzielić do *Biura* w Waszyngtonie specjalnego reprezentanta pism polskich, wybranego i opłaconego przez pisma polskie, któryby je informował tak depeszami jak i komunikatami o najważniejszych sprawach z podjętej akcji politycznej.

4. *Komisja Wojskowa* winna wysyłać prasie nie tylko źródłowo opracowane informacje dotyczące rekrutacji, ale także możliwie największą ilość gotowych kłisz z życia żołnierza polskiego w Ameryce i we Francji.

4. *Biuletyn* zupełnie nie odpowiada swemu zadaniu i powinien być redagowany w duchu źródłowych informacji bez komentarzy osobistych i humorystycznych.

5. W regulaminach dla «Komitetów Obywatelskich» powinien być dodany paragraf głoszący, że reprezentanci prawdziwie narodowych i wypróbowanych pism polskich mają być pełnymi i prawomocnymi członkami tychże Komitetów.

6. Zważywszy, że organizacja rekrutacji do Armii Polskiej nie dała możliwych do osiągnięcia wyników, przeto celem doprowadzenia rekrutacji do możliwie pomyślnego rezultatu, prasa polska w Ameryce uważać będzie sobie za obowiązek nie tylko śmiało i otwarcie wypowiadanie się odnośnie do rekrutacji, ale i podawanie projektów, któreby tej rekrutacji dopomóc mogły; zarazem czuwanie nad dokonywaną pracą i poddawanie tejże przychylnej krytyce, aby ogół był należycie poinformowany tak o dodatnich jak i o ujemnych wynikach roboty.

7. Propaganda na rzecz wstępowania do Armii Polskiej dotąd prowadzona była przez *Komisję Wojskową* nieudolnie. W celu jej ulepszenia przedstawiciele prasy, jako specjaliści w tym kierunku, wyrażają gotowość współdziałania z *Komisją Wojskową*, lub inną instytucją, której ta praca będzie powierzona.

8. Zważywszy konieczność posiadania ścisłych informacji z obozów polskich, aby wzorem Amerykanów zaznajamiać ogół polski z życiem żołnierza polskiego w obozie, komisja prasy podkreśla potrzebę wysłania korespondentów do Niagara-on-the-Lake i do obozów polskich we Francji.

Rezolucje sekcji oficerów rekrutacyjnych oraz Komitetów Pań zgadzają się mniej więcej w zasadniczych punktach z poprzednimi i dlatego ich nie drukujemy. Sam fakt, że w czterech rezolucjach wytknięto te same usterki i wskazano analogiczne środki zaradcze, jest najlepszym dowodem, że polskie społeczeństwo amerykańskie bezstronnie oceniło sytuację, i że miało jedynie sprawę narodową na względzie.

Nominacje.

PIECHOTA.

P. G. Mirski, A. Zdanowski i A. Staszewicz, oficerowie Armii rosyjskiej, są mianowani oficerami Armii Polskiej w stopniu porucznika.

P. A. Wierzbicki, również oficer Armii rosyjskiej, — w stopniu podporucznika.

ŚLUSZKA LEKARSKA.

P. Stanisław Kac, doktor wojskowy w stopniu «aide-major de 2^e cl.», został podniesiony do rangi «aide-major de 1^{re} cl.»

Z ŻYCIA KOLONJI POLSKIEJ WE FRANCJI

Polska Liga Nauczania.

Otrzymujemy odezwę następującą, którą w braku miejsca podajemy w skróceniu:

Polska Liga Nauczania i Wychowania, powstała z inicjatywy niżej podpisanych, została ostatecznie założona na zebraniu organizacyjnym dnia 20 lutego 1918 r. Liga, jako organizacja naukowo-oświatowa i wychowawcza, stoi na stanowisku bezpartyjnym i w poczet członków przyjmuje każdego, niezależnie od przekonań politycznych. Po wojnie Liga będzie przeniesiona do kraju i tam rozwinięta szeroka działalność.

Celem Ligi jest wprowadzanie w nauczaniu i w wychowaniu reform i udoskonaleni, zgodnych z duchem postępu, kierunków i metod pedagogicznych, opartych na ścisłych podstawach nauki o Dziecku i Młodzieży (Pedagogia), na znajomościach fachowych i naukowych i stosowaniu ich w życiu. Walka z analfabetyzmem nie stanowi zadania Ligi, będzie ona przedewszystkiem narzędziem udoskonalenia pedagogicznego i moralnego.

Wobec przeciągającej się wojny, Liga już w Paryżu z pożytkiem może służyć krajowi, zajmując się pracami przygotowawczymi, gromadząc materiały i prowadząc badania. Postara się ona skupić naukowe siły

pedagogów, psychologów i innych rzeczoznawców polskich, rozproszonych na obczyźnie, wejdzie nadto we współpracę z pedagogami i psychologami Zachodu. Zebrane materiały będą oddane do użytku krajowi.

Ze względu na ważność zadania, liczymy na szerokie poparcie rodaków na emigracji, gdyż jedynie duża liczba członków pozwoli na rozwinięcie pożądanego działania i da możliwość wydawania *Roczników*. Nie wątpimy, że Rodacy z żywą sympatją powitają powstającą Ligę i zechcą przyczynić się do jej rozwoju. Zwracamy się do Polaków zamieszkałych we Francji, Anglii, Włoszech, Rosji, Szwajcarii, Holandji, Ameryce i t. d.

Każdy członek Ligi ma prawo uczęszczać na posiedzenia, odczyty, demonstracje, brać udział w dyskusjach. Oprócz tego, każdy członek otrzymywać będzie bezpłatnie *Roczniki Polskiej Ligi Nauczania*, pismo kwartalne, którego pierwszy zeszyt (pierwszy kwartał 1918 r.) ukaże się w końcu marca lub w początkach kwietnia.

Opłata członków wspierających wynosi rocznie minimum 20 fr., lub 100 fr. jednorazowo. Członkowie zwyczajni wnoszą 8 fr. rocznie (osoby, życzące sobie otrzymywać zeszyty *Roczników* pod opaską poleconą dopłacają 1 fr. rocznie).

W końcu każdego roku zostanie wybrana Komisja rewizyjna w celu sprawdzenia kasy. Abonament *Roczników dla nieczłonków Ligi* wynosi 8 fr. rocznie.

Sekretariat Ligi otwarty w piątki od g. 5-6 (8, rue Monge). Zapisy nadsyłać można listownie.

Przewodnicząca: Sekretarka:
Prof. Dr. JÓZEFA JOTEYKO M. GRZEGORZEWSKA

Z ZA OCEANU

— Ugrupowanie rodaków naszych w Ameryce.

Chicago *Dziennik Związkowy* podał w swoim czasie ciekawy obraz ugrupowania rodaków naszych w Ameryce, obraz, który podajemy poniżej:

Rzecznikami i wyrazem wychodźstwa polskiego w Ameryce są jego organizacje i jego prasa. Organizacje te, zjednoczywszy się w Polskim Centralnym Kom. Ratunkowym i w *Wydziale Narodowym*, pierwsze się oświadczyły za utworzeniem Polskiego Komitetu Narodowego, a to samo zyczenie wyraziły wszystkie inne organizacje polskie, gdziekolwiek bądź poza granicami okupowanej Polski się znajdujące.

Przez oświadczenie się *Wydziału Narodowego*, oświadczyła się niemal cała Polonia amerykańska z wyjątkiem tak małym, że właściwie drobiazgu tego nie można brać pod uwagę. Uznały więc podjętą akcję «Związek Narodowy Polski», «Zjednoczenie Polsko-Rzymsko-Katolickie», «Związek Polek», «Związek Wojsk Polskich», «Unja Polska» z siedzibą w Buffalo, «Unja Polska» z siedzibą w Wilkesbarre, «Stowarzyszenie Polaków w Ameryce», «Zjednoczenie Kapłanów Polskich w Ameryce», «Zjednoczenie Polsko-Narodowe», «Związek Polaków w Stanie Ohio», «Związek Śpiewaków», «Federacja Polaków w Ameryce» i cały szereg innych mniejszych organizacji i zrzeszeń, włączając zarazem wszystkie niemal parafie polskie rzymsko-katolickie w Stanach Zjednoczonych jako zrzeszenia wyznaniowe.

Przeciwdziała tylko jedna organizacja: *Komitet Obrony Narodowej* wraz ze *Związkiem Socjalistów* niby polskich z siedzibą w Chicago. Eżonkowie jednak jednego i drugiego z tych obozów są niemal wyłącznie jedni i ci sami. Boczy się jeszcze na *Wydział Narodowy*, a zatem i na *Armję polską* i ostatecznie na *Komitet Narodowy* w Paryżu, tak zw. «Polsko-amerykański Kościół Narodowy» z siedzibą w Scranton, ale powody tego boczenia są raczej wyznaniowe, aniżeli polityczne, trudno bowiem, aby w jednym szeregu stali księża rzymsko-katolicki i «hodurowszczyzy». Siły te obliczyć można zaledwie na kilkanaście tysięcy osób wobec milionów, stojących wiernie i niezłomie przy *Wydziale Narodowym* i ostatnio zatwierdzonym *Komitecie Narodowym*.

To jeden dowód stanowiska Polonii amerykańskiej. Jakąż jednak jest jej prasa?

Na blisko 70 czasopism polskich, wychodzących w Stanach Zjednoczonych, pięć-szóstych podtrzymuje oświadczenie się i stanowisko wyżej wyszczególnionych organizacji, a więc całej Polonii amerykańskiej.

Na 15 dzienników polskich, wychodzących w Ameryce, 10 największych, najwplywowszych i w pełni kierujących opinią wychodźstwa niewzruszenie jest po stronie *Wydziału Narodowego*. Dziennikami tymi są: *Dziennik Związkowy*, *Dziennik Narodowy* i *Dziennik Chicagoski* w

Chicago; *Kurier Polski* i *Nowiny Polskie* w Milwaukee, Wis.; *Record Codzienny* w Detroit, Mich.; *Polak w Ameryce* w Buffalo, N. Y.; *Wolna Polska* w New-York, N. Y., ostatnio *Echo* w Toledo, O. i *Kurier Bostoński* w Boston, Mass.

Przeciw są: socjalistyczny *Dziennik Ludowy* w Chicago; kaszubsko-polski i zamierzający już *Dziennik Polski* w Detroit; skompromitowany braniem pieniędzy od rządu austriackiego przez Mazurę *Telegram Codzienny* w Nowym Yorku; nie wiedzący dokąd dąży *Dziennik dla Wszystkich* w Buffalo, no i brukowe *Wiadomości Codzienne* w Cleveland.

Z prasy tygodniowej i półtygodniowej, poza całym szeregiem innych, przy *Wydziale Narodowym* stoi niezmiennie około 40 pism.

Przeciw jest tylko *Narodowiec* w Cleveland, a stanowisko mniej lub więcej neutralne zajmują *Pobudka*, *Straż* w Scranton i *Górniki* w Pittsburgh, Pa., czasami tylko pozwalając sobie na zjadliwsze wystąpienie przeciw tej lub owej akcji lub danej osobistości.

Z zestawienia powyższego wynika, że miljonowe rzesze ludu polskiego w Ameryce i jego organy są za Polską wolną, niepodległą i zjednoczoną z dostępem do morza, bez jakiegokolwiek obcych protektorów. Czyli, że są za programem *Wydziału Narodowego* i obecnie naczelnej kierowniczej władzy polskiej poza granicami Polski, *Komitetu Narodowego* w Paryżu.

— Sprawa polska w prasie argentyńskiej.

Jak donoszą wychodzące w Buenos-Ayres *Wiadomości Polskie* z d. 20 stycznia — w prasie argentyńskiej, znajdującej się dotychczas pod wpływem czynników germanofilskich, nastąpił obecnie wielki zwrot, który spowodował także prawdziwe zainteresowanie się sprawą polską. Np. *La Nación* z d. 7 stycznia zamieściła znamieny artykuł, podkreślający, że Aljanci nie podpiszą pokoju bez utworzenia Polski wielkiej z dostępem do morza.

Polityka

Dwie deklaracje.

Tydzień ubiegły przyniósł nam dwie doniosłe deklaracje polityczne: jedną — zbiorową rządów koalicyjnych, drugą — kanclerza Rzeszy niemieckiej.

Deklaracja Koalicji, ogłoszona po konferencji londyńskiej, mówi z wielkim uznaniem o narodzie polskim, i to w sposób, który w Polsce odbija się niewątpliwie echem szczerzego zadowolenia. Deklaracja składa hołd Polsce, która w najtragiczniejszym i najtrudniejszym położeniu oparła się zwycięsko presji mocarstw centralnych, chcących ją penhać koniecznie przeciwko Aljantom.

Deklaracja ta, w końcowych swych ustępach, nie stawia szczegółowego programu politycznego, — wysuwa tylko zasadę ogólną, na podstawie której chce oswobodzić narody: zasadę prawa, — poczem wskazuje na plac boju, że tam musi się dokonać tryumf cywilizacji. Znaczy to: wojna ma trwać, — trwać aż do zwycięstwa.

Mowę, którą kanclerz Hertling wygłosił w Parlamencie Rzeszy niemieckiej dnia 18 marca, cechuje dziwny optymizm i zadowolenie. Hr. Hertling dał obraz sielanki, jaka panuje na wschodzie: Niemcy, sterowane przez Prusy, «wyzwalają» ludy, niosą im w darze «niepodległość», a ludy tewzamiar «z własnej woli» oświadcza się za unją z Rzeszą niemiecką. Więc Kurlandja ma być z Niemcami związana ścisłą «unją ekonomiczną, wojskową i polityczną», Litwa ma również pozostawać w «ścisłym związku» z Niemcami; zaś co do Inflant i Estonji, kanclerz «spodziewa się i życzy sobie stosunków przyjacielskich» między tymi krajami a Cesarstwem Niemieckim.

Od Polski, a mówiąc ściślej od dzisiejszego Królestwa Polskiego, żądają Niemcy «gwarancji dla obrony swoich interesów». Wiemy, co to ma znaczyć. Zeszyłem razem mówił kanclerz o «ochronie interesów wojskowych Niemiec», co w prasie niemieckiej nazywa się «sprostowaniem granicy» Rzeszy.

Czyli Królestwo Polskie ma być okrojone i wtłoczone w obręcz otaczających je ziem albo bezpośrednio do Niemiec należących, albo z Niemcami związanych unją.

To też jedyny ratunek dla Polski, jak i dla Koalicji, leży wyłącznie w dalszym prowadzeniu wojny.

NEKROLOGJA

Ś. p. Józef Wolff.

Dowiadujemy się, że w Warszawie zmarł Józef Wolff, właściciel i kierownik znanej księgarni p. f. « Gebettner i Wolff », oraz redaktor *Tygodnika Ilustrowanego*.

Zmarły był świetnym znawcą literatury polskiej i zagranicznej, wielce się zasłużył Polsce na polu wydawniczym i książkowym. Był szczerym przyjacielem literatów i w księgarni swej wydał wiele dzieł młodych sił literackich ułatwiając ich tym sposobem pierwsze kroki na polu literatury, kroki, które są tak trudne dla każdego pisarza.

KRONIKA

W Związku Narodowym Polskim

W niedzielę, d. 24 marca, o godz. 3-ej pp., w lokalu własnym (31, bd. des Italiens), odbędzie się zebranie towarzyskie Związku Narodowego Polskiego.

Na porządku dziennym znajduje się referat p. Antoniego Potockiego p. t. « Obecna sytuacja polityczna w Polsce ».

Po odczytaniu nastąpi dyskusja. Przypominamy, że każdy członek Z. N. P. może wprowadzać na zebrania towarzyskie Związku gości, którzy zawsze mile są widziani.

Przedstawienie Amatorskie.

W niedzielę Wielkiejnocy d. 31 marca, o godz. 2 i pół pp. w Sali « des Sociétés Savantes » (8, rue Danton; métro: St-Michel i Odéon), kółko Amatorskie « Stow. Podatkowego Prac. Kol. Polskiej w Paryżu » odegra dwie jednoaktówki: « Noc w Belwederze » i « Dziesiąty Pawilon ». Dochód z przedstawienia przeznaczony jest w połowie na głodnych w Polsce, a w połowie na żołnierzy polskich we Francji.

U św. Kazimierza.

W zakładzie św. Kazimierza przy ul. Chevaleret, 119, zamieszkiwał będzie do świąt Wielkiejnocy czcigodny Ks. Jaworski, kapelan Armii Polskiej we Francji, świeżo przybyły z Ameryki. Przez cały Wielki Tydzień ofiaruje się Ks. Jaworski do usług rodaków, pragnących wypełnić swe obowiązki religijne. Począwszy od Niedzieli Palmowej włącznie aż do poniedziałku po Wielkiej Niedzieli, Ks. J. będzie obecny w zakładzie od godz. 7 rano do 7 wieczorem.

Nabożeństwo Polskie.

Ks. prałat Leon Postawka, rektor kościoła Polskiego (263, rue St-Honoré) oznajmia swoim Szanownym Rodakom, że d. 24 marca, t. j. w Niedzielę Palmową, odbędzie się w Kościele Polskim, o godz. 10 i pół rano, nabożeństwo. Jak lat ubiegłych, przed Mszą św. poświęcone będą palmy, które rozdane zostaną obecnym.

Do naszych czytelników.

P. Kap. Gauthier, komendant oddziału Polskiej Artylerji w Vincennes prosi o polskie książki różnej treści. Adres: *Détachement d'Artillerie Polonaise à Vincennes, Quartier du 13^e A. C.*

Posiedzenie inauguracyjne « Polskiej Ligi Nauczania »

We środę, d. 27 marca, punktualnie o godz. 4-ej pp., w *Ecole des Hautes Etudes Sociales* (16, rue de la Sorbonne) odbędzie się posiedzenie inauguracyjne *Polskiej Ligi Nauczania*.

Na porządku dziennym: 1^o P. F. Buisson, b. deputowany i b. profesor pedagogiki w Sorbonie: « O Francuskiej Lidze Nauczania »; — 2^o P. Belot, inspektor szkół: « O Towarzystwie badań psychologicznych nad dziećmi w Paryżu »; — 3^o P. Vaney, dyrektor szkoły: « O laboratorium pedagogicznym, założonym przez Binet'a »; — 4^o Pani J. Joteyko: « Rzut oka na szkolnictwo polskie w dobie dzisiejszej »; — 5^o Przemówienie prof. Marka Baldwina i p. Ollet'a; — 5^o Odczytanie listów pp. Richet'a, Piéron'a i Boulenger'a.

Wstęp wolny dla wszystkich. Nie wątpimy, że jak najszerze koła rodaków naszych zechcą wziąć udział w powyższej wspaniałej manifestacji.

Ze Związku Polek w Paryżu.

Ogólne Zebranie « Związku Polek w Paryżu » (3 bis, rue Emile-Allez, 17^e) odbędzie się dnia 23-go marca, w sobotę, o godzinie 4-ej popołudniu w lokalu Twa Artystów Polskich (164, Boulevard Montparnasse). Porządek dzienny: 1^o Od-

czytanie protokołu z poprzedniego zebrania i korespondencji; 2^o Sprawozdanie Skarbniczki; 3^o Pogadanka « Kobieta wobec Prawa » p. Ewy Mickun; 4^o Wolne wnioski. Wstęp wolny dla członkini Związku i dla wszystkich Polek dobrej woli.

Ze Stowarzyszenia Techników.

W Niedzielę, d. 17 Marca r. b., w lokalu Stowarzyszenia T. P. (10, rue Notre-Dame-de-Lorette), inżynier-chemik Leon Rappaport wygłosił referat na temat: « Czy może się rozwinąć przemysł polski na Górnym Śląsku? »

Po referacie miała miejsce ciekawa i ożywiona dyskusja, w której zabierali głos P. P. Hantke, Klemensiewicz, Józef Lipkowski, St. Silberstein i Szklarski.

W Niedzielę, d. 24 b. m. o godz. 3 p. p. tymże lokalu architekt Antoni A. Szklarski wygłosił odczyt: « Sztuka budowania nowoczesnych miast ». Wstęp wolny.

Władysław Romaszekiewicz (Dépôt des Troupes Polonaises à Sillé-le-Guillaume, Sarthe) poszukuje brata swego Adama Romaszekiewicza z Bostonu.

Wyszły z druku i są do nabycia w Administracji POLONII:

1) Książeczka do nabożeństwa.

Cena egzemplarza oprawnego w czarne płótno — 3 fr.; w imitację skórki — 3 fr. 50 cts.; w miękką skórę baranią — 4 fr. 50 cts.; w piękną skórę jaszczurową (chagrin), ze złożonymi grzbietami — 6 fr. Na przesyłkę każdego egzemplarza należy dołączyć 30 cts.; można markami pocztowymi.

2) Zbiór polskich pieśni narodowych i religijnych.

Cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 40 cts.

H. KWADRANS

336, rue St-Honoré, Paris, 336.

Krawiec męski, były kroyczy pierwszorzędnym domów paryskich, przyjmuje obstalunki na ubrania cywilne i wojskowe. — Ceny umiarkowane. 23-5-18

NICEA Dostatnio umeblowane pokoje z całodziennym utrzymaniem; parter, centralne ogrzewanie, kąpiel, ogród, strona południowa, dom polski, opieka w razie zyczenia. Ceny umiarkowane. Zgłaszać się do p. Adamowej Detloff, 47, rue de la Buffa, Nice.

RESTAURACJA POLSKA

11 bis, rue des Carmes, na rogu 39, rue des Ecoles (około Sorbony).

Przyjmuje zamówienia na śniadania i obiady polskie w osobnym salonie. Wszelkie zamówienia w zakres sztuki kuchennej wchodzące wykonywane na miejscu lub dostarcza do domów.

A. MACIEJEWSKI

były kuchmistrz pierwszorzędnym hotelów w Warszawie i w Paryżu.

Codzienny i Niedzielnny « KURYER POLSKI »

w Milwaukee, Wis., Ameryka.

Najstarszy i najpopularniejszy polski dziennik w Ameryce.

« Codzienny » kosztuje w Europie 20 fr. na rok. Niedzielnny « Kuryer » — 10 fr. na rok. Codzienny i Niedzielnny razem 25 fr. na rok.

Udziela czytelnikom w Europie wszelkich informacji o Polakach zamieszkałych w Ameryce, jak i o stosunkach amerykańskich.

Adresować: « Kuryer Polski », Box 68, Milwaukee, Wis., U. S. America.



MAGAZYN KUSNIERSKI

CHARLES
39, rue de Moscou, 39
Pierwszorządne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMENIE
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 17, Calle Caracas

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 43, rue d'Hauteville, — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY — OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNIE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr. 50

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr. 50

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom 5 fr. 00

Wysyłka pocztą za dopłatą 100/0.

Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.